

- Assemblée Générale Ordinaire 2010 -

Les filières viandes bretonnes dans un monde qui bouge

Monsieur Le Préfet de Région,
Mesdames et Messieurs les Elus,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les représentants des Administrations et des collectivités,
Chers (chères) Collègues, Chers partenaires,

C'est avec beaucoup de plaisir que je vous accueille, aujourd'hui, nombreux, à notre Assemblée Générale. Les Organisations de Producteurs sont particulièrement honorées par votre participation, Monsieur Le Préfet de Région, à nos travaux. Je tiens, d'ores et déjà, à saluer votre engagement pour notre région. Votre expérience au Cabinet du Ministère de l'Agriculture doit être un atout pour nous. Je tiens aussi à remercier, en préambule, les Présidents des sections œufs et bovins qui, à mes côtés en 2010, se sont investis avec passion et ont contribué activement à la préparation de ce rapport d'orientation.

Notre assemblée intervient à un moment grave pour nos éleveurs. Si l'œuf a connu de bonnes années, en 2008 et 2009, en bénéficiant d'un report de la consommation de protéines, les filières porcine et bovine, sont confrontées à une conjoncture très tourmentée depuis de trop nombreux mois. La conjoncture est européenne mais les effets sont dramatiquement amplifiés chez nous, en Bretagne, du fait de nos difficultés structurelles. En cette période de gravité pour nos collègues éleveurs et l'ensemble des partenaires de nos filières qui attendent des signes éclairants, nous nous posons, aujourd'hui réunis ensemble, pour faire un point : nous voulons vous dire, Monsieur le Préfet, simplement, franchement, quels sont, pour nous, les grands dossiers d'enjeux pour les filières viande en Bretagne.

Si la période est grave pour nos métiers, notre vision doit s'inscrire non pas uniquement dans l'immédiateté, mais en regardant l'horizon, conscients que nos filières viande évoluent dans un monde qui bouge.

Régulièrement dans ses discours, le Président de la République répète que la France ne peut pas continuer son bonhomme de chemin en considérant qu'elle est isolée du monde. Nous sentons bien que cela oriente l'action politique pour de nombreux dossiers, et nous nous en félicitons, mais cela doit aussi orienter l'action politique et administrative pour les domaines qui concernent nos filières viande.

Un monde qui bouge, c'est quoi ?

Ce seront 9 milliards d'habitants en 2050, alors que ma génération a déjà vu la population mondiale multipliée par deux. Ce sera une production mondiale de viande qui devra doubler d'ici 2050. S'il est vrai que la consommation de viande stagne dans les pays développés, il n'en reste pas moins que les échanges vont croître sur la scène internationale : + 25 % en viande de volailles et de porc et + 15 % en viande bovine, si on compare la période 2008/2017 à 1998/2007. Quelles en sont les conséquences ?

- 1 - Une exposition des bassins de production, des éleveurs, des transformateurs, des emplois, sur la scène internationale dont nous ne maîtrisons politiquement plus le destin.

- 2 - Dans ce monde qui bouge, il se constitue, à l'échelle internationale, des groupes champions, mot à la mode, qui existeront en allant chercher la croissance à l'international, là où la consommation progresse. Dans le domaine des viandes, la France n'aura pas de grands groupes champions s'ils ne sont pas assis sur une base solide, en Bretagne, solidité qui dépend étroitement du dynamisme, de la performance et de la rentabilité de l'élevage.

Dans ce domaine, notre région compte de nombreux atouts :

- Des femmes et des hommes formés, travailleurs et enracinés au pays,
- Une volonté d'action collective, un engagement des acteurs dans le travail en réseau à l'image de ce qui se fait en OP,
- Une attractivité liée à son identité culturelle forte et à sa situation péninsulaire,
- Un climat propice pour l'élevage.

Si notre région a de nombreux atouts, elle a aussi quelques handicaps : son éloignement géographique du cœur de l'Europe, mais aussi et surtout, ses blocages, liés bien souvent à des règles administratives édictées en oubliant que nous évoluons dans notre monde qui bouge.

Je développerai 5 points essentiels qui, pour nous, permettront de redonner de la vigueur à nos filières viande en Bretagne, un horizon et de la motivation à nos éleveurs pour conforter notre potentiel de production dans un monde qui bouge.

I - Des filières viande bretonnes compétitives dans un monde qui bouge

Si nos élevages sont techniquement performants, nous perdons pied sur de nombreux marchés du fait des trop coûteuses distorsions de concurrence qui nous frappent. Quelques chiffres pour illustrer ! En bœuf, la France importe, en solde net 2009, 120 000 tonnes de viande quand l'Allemagne exporte 130 000 tonnes de viande. La production de porcs a bondi de 23 % en 10 ans en Allemagne, de 17 % en Espagne, de 15 % au Danemark. Elle a baissé de 1 % en France.

Les distorsions intra-communautaires

Comment admettre que nos filières viande restent exposées à la concurrence de l'Allemagne qui associe tous les avantages d'un pays développé à l'exploitation d'une main-d'œuvre sous-payée venant des pays de l'Est ? Pour la filière porcine, l'écart de compétitivité est estimé à 75 millions d'euros par an pour la seule Bretagne ? « Mettre en place un plan de modernisation et de robotisation des chaînes d'abattage et de découpe », comme cela est précisé dans le rapport ROUAULT, est peut-être souhaitable, mais ce n'est pas une réponse.

Comment admettre la lutte avec des éleveurs allemands qui profitent d'un régime fiscal leur procurant un avantage, sous forme de subvention déguisée, de 3,60 € / porc ? C'est 54 millions d'euros par an pour la seule Bretagne. Sur ces deux sujets, l'écart représente près de 45 000 € par an pour un élevage moyen.

L'Etat français doit placer ces deux sujets, TVA et coût de la main-d'œuvre, au cœur des discussions européennes. Oui à la concurrence saine et fructueuse de progrès, non au dopage qui, mis en œuvre dans certains bassins, se traduit par l'appauvrissement et la suppression d'emplois dans d'autres régions.

Les distorsions de concurrence sont aussi liées à l'avantage que procure la production d'énergies renouvelables. L'Etat français doit engager une politique volontariste dans ce domaine en majorant les tarifs de rachat.

Les surcoûts français

Concernant les distorsions, ne cédon pas non plus à la facilité et à la démagogie qui consiste à accuser l'Europe de tous les maux. En France, deux dossiers essentiels devraient être bouclés depuis fort longtemps : le 44 tonnes et la taxe Borloo, deux dossiers très sensibles pour nos filières qui agissent dans le pondéreux. Le 44 tonnes à 5 essieux, non seulement ne coûterait rien à l'Etat, mais contribuerait à des économies d'énergie tout en réduisant le coût du transport de 11 %. Sur la taxe Borloo, si des avancées ont été obtenues, les promesses doivent être honorées avec une décision ferme en matière de modération de la taxe, sans quoi, une fois encore, c'est la Bretagne éloignée de tout qui sera pénalisée.

Certains dossiers relèvent aussi de la responsabilité des filières. Je pense notamment à la question de l'utilisation des graisses animales dans l'alimentation animale. Nous avons réuni les détenteurs de CCP en filière porcine. Les cahiers des charges devraient évoluer si la distribution décide de jouer le jeu. La question peut se poser en œufs.

II - Des filières viande bretonnes basées sur des éleveurs responsables, en projet, dans un monde qui bouge

De nombreux rapports ont démontré, pour les productions porcines et bovines notamment, le vieillissement du parc bâtiment et le retard d'investissement.

Cela démontre que le dynamisme est enrayé. Il peut renaître sur la base de trois objectifs essentiels que, profession et administrations, doivent partager :

- Afficher des objectifs ambitieux en termes de revenu pour les éleveurs,
- Replacer la notion de projet au cœur du métier de paysan,
- Disposer d'un cadre réglementaire favorable aux entrepreneurs.

Afficher des objectifs ambitieux sur le revenu

Sur le revenu, il ne s'agit pas d'un sujet tabou. La profession doit clairement afficher de vraies ambitions pour attirer de véritables chefs d'entreprise vers le métier d'éleveur. Les éleveurs doivent pouvoir vivre en adéquation avec les réalités sociales de leur environnement, qui n'est plus aujourd'hui uniquement agricole.

Des paysans porteurs de projets

Sur la notion de projets, je m'adresse, là encore, à l'Etat mais aussi à nos partenaires des organisations professionnelles. Nous avons changé de période. Il y a 50 ans, à l'image de l'ORTF qui diffusait un seul message pour tous, la profession décrétait, d'en haut, un modèle agricole quasiment unique pour tous. Nous sommes passés à une période moderne, plus ouverte, avec une multitude de chaînes TV, à l'internet, une période qui doit donner toute sa place à la liberté d'entreprendre, basée sur la responsabilité des acteurs. Un jeune qui s'installe doit pouvoir dire : j'aurai des projets tout au long de ma carrière pour développer mon affaire. Donner le sentiment aux candidats à l'installation que le seul projet se limite à l'EPI, privera nos métiers des plus ambitieux dont nous avons besoin.

Des paysans décideurs

Nous pensons, par ailleurs, que cela doit s'envisager dans un cadre qui privilégie les exploitations à capitaux familiaux. Nous excluons, dans nos orientations, l'idée d'une production agricole, commandée par des cadres administratifs de structures agricoles ou capitalistiques. Par ailleurs, l'adaptation des systèmes d'exploitation et des structures nécessite un besoin croissant de capitaux. Si le capital social des exploitations doit être détenu majoritairement par les chefs d'exploitation, uniques décideurs, il nous paraît essentiel de permettre l'entrée de capitaux extérieurs dans les exploitations agricoles. Cela doit être encouragé fiscalement.

Un cadre réglementaire simplifié

Concernant l'encadrement réglementaire de nos activités en matière d'environnement, il doit évoluer avec son temps pour permettre réellement l'expression de ceux qui portent des projets. Nous avons besoin de moderniser le parc bâtiment et de rationaliser nos outils de production. Le Projet Agricole Régional doit être un contrat entre la profession et l'Etat sur ce point avec des engagements clairs de l'Administration en matière de délai et de règles d'instruction des dossiers IC. Le Ministre de l'Agriculture a pris des engagements dans le cadre de la LMA et dans son discours au SPACE en matière de simplification des procédures IC. Nous attendons des actes concrets pour que soit imposée la mise en œuvre d'une procédure simplifiée dans les cas de regroupements, ou de modernisation, d'élevages dès lors que l'effectif rapatrié est inférieur au seuil IPPC et que l'élevage d'accueil bénéficie déjà d'une autorisation.

Remettre à plat la politique ZES

Nous sommes favorables à une levée de l'interdiction de l'extension des élevages sur toute la Bretagne. Tout élevage qui respecte la réglementation environnementale doit pouvoir évoluer sans être contraint au rachat de droit à produire. Néanmoins, l'UGPVB souhaite limiter la concurrence entre les éleveurs dans l'accès à l'épandage en maintenant le principe de l'obligation de traitement, mais en relevant les seuils. Ils sont trop bas dans de nombreux cantons. Cela devra être défini dans le cadre de zones plus larges que les cantons, dont les périmètres restent à déterminer. C'est dans cet esprit que nous sommes, aussi, favorables à une généralisation de la déclaration annuelle des flux d'azote.

Sécuriser juridiquement les élevages

Un cadre qui permette l'expression des ambitions, c'est aussi un cadre juridiquement solide. Nous ne pouvons pas laisser les familles d'éleveurs à la merci des attaques et des procédures judiciaires dont se régale des agissants minoritaires bien pensant. Nous sommes toujours prêts à nous engager dans une démarche de progrès sur le sujet de l'environnement et prêts à échanger avec les associations responsables qui agissent dans ce domaine. Pour notre part, nous nous engagerons à respecter l'accord sur le phosphore. Mais il serait inadmissible de voir s'engager en parallèle de ces accords, des procédures judiciaires qui attaqueraient des familles d'éleveurs qui respectent cet accord. L'Etat doit apporter des garanties. L'Etat doit aussi s'engager à faire respecter cet accord dans tous les départements.

Changer de braquet sur les algues vertes

Enfin, sur l'environnement, je me permettrai un petit mot sur les algues vertes. Nous avons une ligne claire à l'UGPVB. Nous pensons que la coresponsabilité doit être au cœur de l'action. Les rapports qui nous parviennent de l'Europe sur ce sujet, là où la science semble moins exposée aux turpitudes idéologiques et aux passions mal assouvies, nous confortent. La Vendée, l'Italie, la mer baltique, La Chine, sont confrontées au problème des algues vertes : nous demandons la création d'un groupe d'experts internationaux irréprochables d'un point de vue militantisme. Par ailleurs, en Bretagne ; nous demanderons régulièrement, qu'un bilan comparatif des actions entreprises, entre secteurs d'activité, soit dressé sur ce dossier.

Inscrire les filières viande dans le durable

Nos filières viande doivent également contribuer à la résolution des grands dossiers environnementaux de demain. Dans cet esprit, nous avons décidé de collaborer, dans le prolongement du protocole de Kyoto, avec CDC Climat et BeCitizen pour étudier, sur la base d'une expérimentation terrain, dans quelle mesure l'élevage pourrait contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

III - Des filières viande bretonnes agiles et réactives dans un monde qui bouge

Si pendant longtemps, nous avons vécu avec un marché très largement maîtrisé par les politiques publiques des pays occidentaux, force est de constater que nos filières évoluent aujourd'hui dans un monde que nous, la France, l'Europe, ne maîtrisons plus. Il faut s'y adapter. C'est un enjeu de taille pour la future PAC.

Maintenir les outils d'intervention sur le marché

L'ambition d'une agriculture compétitive sur la scène internationale doit être réaffirmée en maintenant les outils d'intervention stratégiques tels que le stockage et les restitutions à l'exportation. Il ne faut pas se bercer d'illusion en pensant que nous aurons des prix garantis. Par contre, les outils d'intervention sur le marché doivent apporter des réponses réactives en fonction du contexte international des marchés et constituer ainsi des filets de sécurité pour nos filières exposées.

Apprendre à vivre avec la volatilité

Nous pouvons dénoncer les effets de la volatilité des prix mais je crois que nous devons nous préparer à vivre avec. Bien évidemment, nous approuvons toutes les initiatives qui visent à réguler les marchés des matières premières mais, là aussi, ne nous faisons pas d'illusion ! Sachons-nous adapter. Peut être y a-t-il des outils à inventer pour gérer les risques liés à la volatilité ? C'est à travailler. Mais nous ne sommes pas du tout convaincus que la contractualisation, conçue dans le cadre de la LMA, soit la réponse adaptée. Elle ne peut être une réponse que si elle porte sur le volume, la durée et le prix avec un engagement concret de tous les maillons d'une filière. Le maillon distribution a déjà clairement fait part de ses réserves sur ce point.

Donner du pouvoir à la première mise en marché

Pour la production organisée, la Politique Agricole Commune doit définir un cadre adapté pour permettre de rééquilibrer les pouvoirs des marchés. Dans cet esprit, il nous paraît essentiel que l'échelon européen renforce les OP et leur donne la possibilité d'agir en association d'Organisations de Producteurs sans transfert de propriété dès lors que le transfert est assuré entre l'éleveur et l'OP.

Jouer la solidarité inter-filières

Enfin sur la PAC, la solidarité inter-filières, concernant la distribution des aides publiques, ne doit pas être un sujet tabou. Lorsque les céréales flambent et génèrent des revenus confortables pour les céréaliers, les aides directes profitent toujours aux producteurs de céréales alors que, dans le même temps, leurs clients éleveurs qui subissent le renchérissement de leur coût de production souffrent et disparaissent. Dès lors que l'Europe affirme comme priorité stratégique la production de céréales et de protéines animales, les fonds investis pour l'agriculture doivent pouvoir être fléchés selon les circonstances conjoncturelles sur les filières les plus nécessitées à un moment donné. Cela n'est pas un discours anti céréaliers, au contraire, c'est un discours qui vise aussi à préserver durablement leurs débouchés dans les filières viande en Europe. Concernant la conditionnalité, l'Europe doit mettre fin aux contrôles administratifs tatillons.

IV - Des filières viande bretonnes innovantes et tournées vers le consommateur dans un monde qui bouge

Rassembler plutôt qu'opposer les systèmes de production

Nos systèmes de production doivent pouvoir s'adapter, non pas par décret, mais librement pour répondre aux besoins du marché. Sur ce sujet, la profession agricole, les collectivités et l'Etat doivent placer objectivement l'économie au cœur de leur politique et de leurs déclarations. Cela nous paraît essentiel pour, notamment, éviter les oppositions stériles basées, bien souvent, sur l'idéologie. Nous ne laisserons pas passer les discours qui visent à galvauder les filières de volume. Sur ce sujet, il n'y a pas de tabou à l'UGPVB. Nous avons une commission œufs alternatifs et un adhérent spécialisé en production biologique. Néanmoins, force est de constater que sur le marché important des volumes, la Bretagne doit continuer à jouer un rôle de premier plan. Beaucoup de déclarations publiques saluent l'importance de la filière automobile, aujourd'hui également affaiblie, pour notre Bretagne qui ne consomme pas toutes les voitures qu'elle produit.

Promouvoir la production de viande nationale

Etre tourné vers le consommateur, c'est aussi engager nos filières dans une communication produit dynamique. C'est la mission de nos interprofessions, que les pouvoirs publics placent au cœur de la promotion de nos produits. Nous partageons cet objectif et considérons que l'argent doit être investi pour valoriser la production française. Il ne s'agit pas d'interprofessions européennes mais d'interprofessions nationales avec des budgets de producteurs français. C'est dans cet esprit que la production porcine, et notamment les OP rassemblée à l'UGPVB, se sont battues pour que l'affichage d'origine des produits soit mis en œuvre. Il ne s'agit pas d'interdire les importations mais d'informer le consommateur sur la provenance des matières premières intégrées dans les produits qu'il achète. Nous saluons les avancées obtenues à Inaporc sur ce dossier et regrettons que rien de concret n'ait été mis en œuvre dans ce domaine avec la LMA.

Assurer les mêmes normes sur les importations

Des filières viande tournées vers le consommateur, c'est aussi rendre opposable les normes européennes aux pays tiers. Sur ce sujet, notre Président de la République déclarait : « à quoi sert-il d'imposer à nos éleveurs, à nos agriculteurs, des normes si la même Europe, qui impose des normes aux siens, continue à ouvrir ses frontières à des produits venant de pays qui n'imposent aucune norme ? Cette politique n'a aucun sens. » Que va-t-il se passer maintenant ?

Répondre aux attentes sociétales

Des filières viande tournées vers le consommateur, c'est aussi répondre aux attentes sociétales. Mais cela ne veut pas dire tomber dans l'irrationnel et l'obscurantisme. Le bien-être animal, comme l'environnement, doit être objectivé et ne pas être laissé à l'appréciation subjective qui fait le nid des minorités agissantes, désireuses, par fanatisme idéologique, de casser les filières viande chez nous. C'est pour cela, à titre d'exemple, que la filière porcine s'est engagée dans un programme de recherches ambitieux en matière de détection d'odeurs sexuelles sur les chaînes d'abattage pour permettre l'élevage de mâles entiers.

Une transformation « maître du jeu » avec la GMS

Etre tourné vers le consommateur, c'est aussi pour nos partenaires de l'aval, s'engager sur le marché avec des politiques d'innovation produits et marketing ambitieuses. Agir en sous-traitant de la grande distribution n'est-il pas une menace dans la durée ? Si l'amont doit reprendre du pouvoir de marché avec l'axe AOP, point développé plus haut, nous saluons les orientations affichées dans ce domaine par le SNIV-SNCP à l'occasion de son Assemblée Générale.

Les OP au cœur de l'excellence sanitaire

Enfin, répondre aux attentes du consommateur, c'est aussi apporter des garanties en matière d'hygiène. L'excellence sanitaire restera une priorité pour la production organisée de viande en Bretagne. Les Etats Généraux du Sanitaire ont permis d'engager le débat sur ce sujet. Pour nous, là encore, c'est le pragmatisme qui doit nous guider. Nous souhaitons que les organismes à vocation sanitaire puissent agir par filière. Je pense notamment au FRGDS pour le bovin, à l'OVS porc Bretagne pour le porc, etc... Ces organisations doivent pouvoir se porter interlocuteurs directs de l'Etat dans les domaines qui les concernent et se concerter transversalement, au niveau régional où l'Etat doit prendre toute sa place. Là encore, ne montons pas des usines à gaz pour inviter tout le monde à discuter de tout dans une multitude de réunions à répétition. Nous n'avons plus le temps pour cela. Les éleveurs qui nous mandatent ne le comprendraient pas.

V - Des bretons fiers de leurs filières viande dans un monde qui bouge

Communiquer auprès des bretons

Nos activités d'élevage doivent évoluer avec le souci permanent d'une communication positive à destination du grand public. Sur ce point, nous invitons l'ensemble des familles professionnelles, l'Etat et la Région à s'engager pour conforter l'image de l'élevage breton auprès des bretons. Je dis « conforter », et non pas « reconquérir », car l'image de nos filières est plutôt bonne en Bretagne. Le sondage IPSOS, réalisé récemment pour la production porcine, dément tous les préjugés imprégnés chez bon nombre de décideurs publics, ... même au plus haut niveau de l'Etat. Sur ce point, je regrette que nous n'avancions pas plus vite en mutualisant une parcelle des budgets communication respectifs des différentes « chapelles » agricoles pour agir collectivement.

Dans ce domaine de la communication, nous demandons un engagement réel de l'Etat et du Conseil Régional pour redonner aux bretons la fierté qu'ils doivent avoir de leurs éleveurs. Il s'agit en fait de répondre à une attente de communication de la majorité positive des bretons plutôt que de laisser dicter le discours par des minorités agissantes et destructrices.

X X X X X

En conclusion, nous pensons qu'il est temps, pour notre région, de laisser la place à la raison, de laisser de côté le mythe totalitaire de la décroissance entretenu par l'exploitation des peurs. Nous invitons l'administration à prendre conscience de cette réalité du monde qui bouge, réalité que le Président de la République a encore exprimée récemment. Nous demandons à être convaincus, sans quoi, nos activités partiront.

Depuis de nombreuses années, nous tirons la sonnette d'alarme sur bon nombre de dossiers, mais sans vraiment avoir été écoutés. Je sais, Monsieur Le Préfet que, compte tenu de votre empathie pour nos métiers mais aussi pour notre belle région, vous aurez à cœur de prendre en main des dossiers devenus trop poussiéreux à notre sens.

Vous le savez, le sursaut est possible ! Nous le croyons possible avec des décisions simples et de bon sens !

Pour notre part, nous croyons que l'avenir se prépare sur le progrès et l'intelligence des hommes et, permettez-moi de citer Luc FERRY : « Loin de dessiner le futur, les films d'horreur écologique, avec leurs litanies fanatiquement antimodernes et anxiogènes, ne font, malgré l'apparence, que paralyser la pensée et l'action ». C'est aussi parce que nous pensons que la science et la raison doivent être placées au cœur de l'action, que l'UGPVB devrait rejoindre l'association « Ecoraison & Progrès » qui associe parlementaires et scientifiques, convaincus que l'écologie doit entrer dans une nouvelle ère de penser, celle de la raison et de l'objectivation... Comme cela a été le cas dans un autre domaine au 20^{ème} siècle, celui de l'économie.

Comme vous avez pu le voir, Monsieur le Préfet, les chantiers ne manquent pas, notre ambition est réelle. Elle s'appuie notamment sur les discours d'intention de nos responsables politiques, discours qui doivent désormais être déclinés dans les domaines que nous avons évoqués ensemble. Nous y croyons encore et attendons les actes concrets qui démentiront les oiseaux de mauvais augures qui parlent de bretonno phobie du Président.

Enfin, je tiens à saluer nos partenaires, notamment le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture, Jacques JAOUEN, avec qui nous avons une relation de confiance, les représentants des syndicats agricoles, nos collègues de Coop de France, les élus et permanents de BREIZ EUROPE et de l'AFAB, l'ensemble des organisations professionnelles régionales investies dans le collectif contre la taxe Borloo, et contre le dumping social, les représentants des interprofessions et des Instituts techniques.

Un grand merci à l'ensemble des présidents et salariés des Organisations de Producteurs engagées au sein de l'UGPVB. Merci à l'ensemble des Présidents des Commissions, au personnel de l'UNION, et bravo à tous pour le travail réalisé en réseau, un réseau que je m'engage à conforter, pour la promotion des éleveurs bretons, dans un monde qui bouge.

Merci.

Le Président,
Michel BLOC'H